

Défense : les infrastructures, de la construction à l'expertise



Général de corps d'armée Bernard FONTAN
Directeur central du Service d'infrastructures de Défense (SID)

Montage Loïc Salmon

Le Service d'infrastructure de la défense (SID) intervient, partout et en tout temps, pour assurer la résilience du ministère des Armées, des hébergements aux grands programmes d'armement et sites nucléaires.

Son directeur central, le général de corps d'armée Bernard Fontan, l'a présenté à la presse, au cours d'une visioconférence à Paris le 27 mai 2021.

Eventail complet de capacités. Placé sous l'autorité du Secrétariat général pour l'administration, le SID construit et adapte les infrastructures des forces armées, directions et services, en métropole, outre-mer et opérations extérieures (Opex). Outre la maintenance lourde des infrastructures communes, il réalise celles destinées à l'entraînement des forces et à la collecte de données. En Opex, il met en œuvre centrales électriques, installations pyrotechniques, centres médico-chirurgicaux et unités de traitement de l'eau (captage, filtrage, distribution, retraitement des eaux usées et leur rejet dans la nature). Ses 6.600 personnels (67 % civils et 33 % militaires) traitent 4.100 immeubles et 2,7 Mds m² de terrain, 30,5 Mm² de surface bâtie et 230 M€ d'achat d'énergie. Leurs domaines de compétences incluent les ports, installations nucléaires, centres de

traitement des déchets, monuments historiques et forêts.

Programmes majeurs. Dans le cadre de la loi de programmation militaire 2019-2025, le SID réalise notamment les infrastructures d'accueil et de soutien des sous-marins d'attaque Barracuda à Toulon et les travaux à l'Île Longue (Brest), base de la Force océanique stratégique. Pour l'armée de l'Air et de l'Espace, il adapte les infrastructures des bases de Mont-de-Marsan et d'Orange pour le soutien des avions de chasse Rafale. Il reconfigure la base d'Istres pour l'accueil des Airbus A330 MRTT de la 31^{ème} Escadre aérienne de ravitaillement et de transport stratégique dédiée à la dissuasion nucléaire. Pour l'armée de Terre, le SID réalise les infrastructures relatives au programme de combat collaboratif Scorpion (écoles, centres de maintenance et régiments).

Organisation. Créé en 2011, le SID a réalisé un maillage fin du territoire, indique le général Fontan. Son réseau s'articule autour d'une direction centrale, d'un centre d'expertise et d'un centre national de production à Versailles et de sept établissements répartis en métropole. Ces derniers comprennent 49 unités de soutien au plus près des bases de défense, qui disposent d'antennes pour soutenir les régiments, bases aériennes et navales ainsi que les centres de la Direction générale de l'armement. A ces quelque 200 sites s'ajoutent les unités implantées hors du territoire métropolitain, à savoir à Cayenne (Guyane), Fort-de-France (Martinique), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Papeete (Polynésie française), Saint-Denis (La Réunion), Abou Dhabi (Emirats arabes unis), Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal), Libreville (Gabon) et Djibouti. Le SID suit les consommations d'énergie et optimise les contrats d'achat d'électricité et de gaz. Il assure la transition énergétique globale en identifiant les sites les plus gourmands, afin de diminuer leur consommation, respecter les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de recourir aux énergies alternatives. Cela implique le remplacement des chaudières à gaz, l'arrêt du charbon en 2024 et l'installation de panneaux photovoltaïques. Depuis 2017, le SID recrute plus de 400 personnes par an. Son budget est passé de 1,5 Md€ en 2015 à 2,1 Mds€ en 2020.

Loïc Salmon

Défense : relance de la politique immobilière des armées

La sûreté nucléaire des installations de défense

Défense : la stratégie énergétique, un atout opérationnel pour la résilience